

LA TRIBUNE

Tonnellerie française, une championne menacée ?

EXPORT



En 2013, les tonneliers français ont produit et écoulé 532.990 fûts pour un chiffre d'affaires global de 331,7 M€.(Crédits : P.R)Pascal Rabiller | 31/10/2014, 9:30 - 649 mots

Seule branche de l'activité bois française largement positive sur le plan de la balance commerciale, la tonnellerie est une championne qui exporte. 70 % de sa production annuelle est vendue à l'export. Pourtant, la filière se pose des questions quant à son avenir. La menace, curieusement, ne vient pas de la concurrence étrangère, mais de la France elle-même. Explications.

La petite entreprise de la tonnellerie française ne connaît plus la crise. Après trois années de trou d'air, la tonnellerie française a retrouvé, dès 2012, son niveau d'activité d'avant la crise économique qui a suivi celles des subprimes américains. Lors de son dernier congrès, qui a eu lieu à Saint-Emilion, la Fédération des tonneliers de France (qui compte parmi ses membres 49 des 60 tonneliers recensés en France) a annoncé, pour 2013, une croissance de 3,6 % en volume et 3 % en valeur de l'activité du secteur. En 2013, les tonneliers français ont produit et écoulé 532.990 fûts pour un chiffre d'affaires global de 331,7 M€. Un chiffre d'affaires réalisé à 67 % à l'export, principalement aux USA, premier

marché, en Australie, troisième marché après la France bien sûr, juste devant l'Italie et l'Espagne.

"Nous sommes la seule activité de la filière bois, qui même pendant la crise, a été excédentaire sur la place de la balance commerciale", souligne Jean-Luc Sylvain, PDG de la tonnellerie du même nom (Saint-Denis-de-Pile, 33) et président de la fédération qui se félicite des performances économiques de son secteur, de sa résistance et de son adaptation à la crise économique, mais qui s'inquiète néanmoins de son avenir... en France.

"Il est clair que dans beaucoup de secteurs industriels, la France peut difficilement tenir la dragée haute aux pays à bas coûts. Notre force réside dans nos forêts, la qualité de notre production et notre capacité, beaucoup plus importante que par le passé, à pouvoir innover, améliorer nos process, valoriser notre savoir-faire... Ce n'est pas par hasard que les Américains, nos principaux clients, sont prêts à payer plus cher pour avoir nos fûts dans leurs chais. Nous n'avons aucun intérêt à délocaliser notre production... même si certaines lourdeurs administratives pourraient nous pousser à le faire."

"Les normes françaises sont inquiétantes"

Dans le collimateur de la filière, il y a notamment des normes que la France s'impose en matière de sécurité au travail qui dépassent celles que l'Europe a fixées.

"Dans des ateliers comme les nôtres, on chauffe, on ponce, on frappe en moyenne 2.000 coups de marteau pour travailler le bois et en faire une barrique que le monde entier nous envie. On veut imposer des normes qui vont à l'encontre de notre activité, et du bon sens. Quand l'Europe décide qu'on doit mieux protéger les salariés dans les ateliers, je trouve que c'est une très bonne chose. Quand elle décide que dans l'air il ne doit pas y avoir plus de 5 mg/m³ de poussière de bois, je dis donc OK et on s'adapte. Mais quand la France décide, unilatéralement, qu'elle impose 1 mg/m³, voire même qu'elle souhaiterait 0,1 mg/m³, je dis stop ! Ces normes franco-françaises sont inquiétantes, elles font peser une véritable menace sur notre activité, un risque de plomber notre modèle économique. Si nous ne voulons pas délocaliser notre production, ne poussons pas nos clients à aller voir ailleurs ce qui se fait parce que nous ne saurons plus leur proposer des produits au prix qu'ils sont prêts à payer !"

Ces dernières années, sous la pression de la crise et des demandes de plus en plus pointues des moins de 2 % de la production mondiale qui élève ses vins en barriques de chêne, la filière tonnellerie française a beaucoup investi, notamment en matériel. Aujourd'hui, elle souligne que les outils industriels flambants neufs dont elle dispose sont adaptés et réglés pour répondre aux normes européennes... pas à celles que la France veut s'imposer. A défaut d'être capable de changer, voire d'inventer des machines, elle ne voudrait pas être obligée de changer de pays.